

Déclaration Liminaire à la « Formation Spécialisée » du lundi 03 avril 2023

Madame La Présidente,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour la première réunion de la Formation Spécialisée du Comité Social d'administration Local.

En préambule, permettez-nous de revenir sur la réforme des retraites qui s'annonce. Alors que ce gouvernement œuvre pour réduire les droits des représentants des personnels et dénigre de façon délibérée les syndicats qui ne partagent pas sa vision sur le financement des retraites mais plus largement les choix opérés en matière de politiques publiques, de services publics...

Notre organisation syndicale dénonce et condamne sa stratégie de communication dogmatique et partisane qui met en danger la démocratie sociale et plus largement le contrat social qui fait notre société.

Solidaires Finances Publiques réitère également sa condamnation exprimée dans le courrier au Directeur Général du 26 janvier, de la communication intrusive du Ministre de la Transformation et de la Fonction Publique qui a utilisé les canaux de la Direction Générale des Finances Publiques pour porter sa propagande.

Le Ministre déclare vouloir donner au dialogue toute la place qu'il mérite, ce sont là des affirmations qui, nous l'espérons, seront un jour suivies d'effets !

Solidaires Finances Publiques restera, de son côté, toujours attaché à la défense des agents et de leurs conditions de travail.

S'agissant plus spécifiquement de cette instance, **Solidaires Finances Publiques Aveyron** déplore le manque de préparation de l'Administration qui n'a toujours pas clairement défini le cadre général de cette instance au travers de la rédaction d'un règlement intérieur.

Nous serons attentifs aux dispositions de ce règlement et sa déclinaison locale qui devra traduire par ses assouplissements la qualité « affichée » du dialogue social dans notre département.

Solidaires Finances Publiques Aveyron tient à formuler quelques vœux dans cette nouvelle instance pour 2023.

Tout d'abord, le renforcement des mesures de protection et de sécurité pour les personnels. Le drame de Bullecourt (62) est encore dans tous les esprits, et il doit guider les mesures devant être prises pour assurer la protection des agents. Il est de votre responsabilité de faire en sorte que tous les outils à la portée des agents (DUERP, fiche de signalement...) soient pleinement utilisés et exploités. En effet, les incivilités, les agressions, les menaces dont sont victimes les personnels ne font pas l'objet d'un recensement exhaustif, d'une prise en charge suffisante par l'autorité publique. Les fiches de signalements ne sont pas systématiquement établies tronquant dès lors la réalité des difficultés par tous les personnels dans l'exercice de leur métier au quotidien. Mais il faut

également donner aux agents en charge de missions de contrôle, de recouvrement, d'accueil, les moyens de mener à bien leurs missions. Le message du 31 mars du Ministre délégué chargé des Comptes Publics est un premier pas pour renforcer la sécurité et la protection des agents. Nous serons néanmoins extrêmement vigilants sur la mise en œuvre de ses mesures et de leur généralisation.

La Formation Spécialisée doit se saisir pleinement et sans tabou de cette question.

Nous reviendrons au cours de cette instance sur la note d'orientation ministérielle Santé, sécurité et conditions de travail 2023. Notons simplement l'ironie de notre Ministre de mettre en avant la prévention des risques de réorganisation des services, au moment où, pour la DGFIP, le plus gros des restructurations liées au NRP est maintenant achevé, et où l'on constate déjà les effets délétères, prévisibles et annoncés, de la concentration des missions et des services, sur les conditions de travail des agents, sur l'exercice des missions et sur le service rendu aux usagers.

Madame la Présidente, vous l'aurez compris, **Solidaires Finances Publiques Aveyron** ne lâchera rien de ce qui a fait son identité, son authenticité. Nous continuerons plus que jamais en 2023 à nous mobiliser pour une DGFIP renforcée, reconnue, réhumanisée, au service de l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et environnementale et pour un monde meilleur, plus juste, plus humain, plus solidaire !